L'association Bloom nous informe ; c'est au moment où l'on pense que l'indignité dans l'espace public a touché le fond qu'un politique arrive encore à nous mentir, repoussant toujours plus loin le curseur.
Le 28 novembre 2023, sur le plateau de l'émission « *Les super-pouvoirs de l'océan* » sur France 2, le député-secrétaire d'État à la mer Hervé BERVILLE ment aux Français de façon répétée et délibérée.

Il a en effet osé affirmer plusieurs fois que les navires-usines géants et les chalutiers étaient interdits dans les aires marines protégées alors qu'il s'est lui-même opposé à cette interdiction.

NON, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les engins de pêche destructeurs et la pêche industrielle ne sont pas interdits dans les aires marines protégées.

Ces méthodes de pêche, équivalant à des bulldozers sous-marins, sont encore autorisées dans les aires marines dites « protégées » en France. C'est très précisément en raison de la propre opposition de M. BERVILLE à une réelle protection de l'océan, notamment lors de sa position le 8 mars 2023 au Sénat lorsque ce dernier s'est dit « *totalement, clairement, et fermement* » opposé à l'interdiction des engins destructeurs dans les aires marines protégées.

Sidérée par une telle politique gouvernementale et des allégations affranchies de toute intégrité, l'équipe de BLOOM a immédiatement dû rétablir la vérité : contrairement à ce qu'a affirmé Hervé BERVILLE, il y a bien des navires-usines dans les aires marines dites « protégées » en France.

Ces monstres industriels de plus de 80 mètres de long étaient en train de piller les eaux de la Manche au moment où M. BERVILLE désinformait une chaîne du service public.

Pour preuve, sur les quinze jours précédant l'émission télévisée de France 2, l'un de ces chalutiers géants, le « Scombrus » (81 m) venait de passer 93% de son temps dans les aires marines « protégées » françaises à aspirer des millions de kilos de poissons spoliant les pêcheurs artisans français, désespérés et impuissants face à la volonté politique du gouvernement français de laisser ces machines de guerre industrielles détruire l'océan et leur profession, par des pratiques de pêche destructrices.

Les immenses chalutiers et les irresponsables politiques sont les « *super-fossoyeurs de l'océan*« . Ils forment un système solidaire, opaque et surtout de recherche du profit immédiat maximal brut, faisant fi de toute autre considération.

Il y a urgence car si défricher des millions d'hectares de forêts est une pratique visible, dénoncée, qui pourtant s'amplifie, le pillage des océans est invisible alors que les préjudices environnementaux, sociaux et en termes de souveraineté alimentaire sont irréparables.

Ces choix politiques et les mensonges associés, quels que soient les thèmes, sont

devenus insupportables.

Comment expliquer qu'une Association soit contrainte de défendre l'intérêt général en lieu et place de nos politiciens défaillants chargés en théorie de le faire ? Comme ce conflit d'appréciation au seul service d'intérêts financiers semble durable, il est de plus en plus pertinent d'inciter le consommateur à prendre le pouvoir en orientant son acte d'achat.